

B I L A N D U M E D E F



2017

UNE ANNÉE
D'AVANCÉES POSITIVES !



MEDEF

ÉDITO



Je conclusais l'édito du bilan 2016 en vous appelant à rester mobilisés pour faire progresser les réformes dans notre pays et à faire gagner collectivement tous les Français. Un an après, alors que nous tirons le bilan de 2017, je constate que non seulement votre mobilisation n'a pas faibli, mais qu'elle s'est encore accrue. C'est elle qui a permis les nombreuses avancées positives de 2017 ! Je vous en remercie profondément.

2017 restera, nous l'espérons, une année d'inflexion durable dans la politique économique française. Cette année a été marquée par deux périodes :

- 1/ un début d'année dédié à la fois à la campagne électorale pour la présidence de la République et aux débats ;
- 2/ un second semestre consacré aux réformes.

Durant toute l'année, le MEDEF a été très présent, très actif et a pu faire largement progresser ses idées, notamment grâce à vos actions de terrain.

Lors de la campagne électorale tout d'abord. Nous n'avons pas ménagé notre peine pour expliquer et proposer nos actions : notre « livre blanc » sur une ambition pour la France, puis sa suite, le « livre bleu » sur les réformes indispensables à mener pour concrétiser cette ambition ont largement inspiré plusieurs programmes politiques ; notre action, « Le vrai débat », a ancré les grands thèmes de réformes ; nos « auditions politiques » ont permis de clarifier les programmes économiques des candidats ; nos nombreuses propositions ont été largement reprises... Mais nous avons aussi été actifs pour contrer les mauvaises idées : la hausse des dépenses publiques, la taxe sur les robots, la fermeture des frontières et le repli sur soi, la déconstruction européenne... Tous ces débats ont finalement débouché sur l'élection d'un président de la République jeune, pro-européen, pro-business et d'une majorité parlementaire stable. Preuve que nos arguments, étayés et répétés, ont porté.

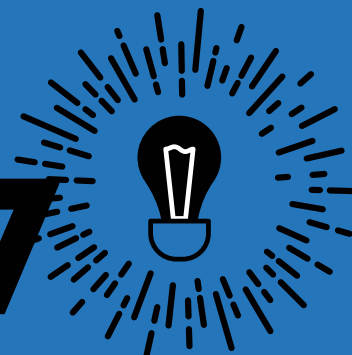
Puis, au second semestre, le train des réformes s'est ébranlé et le nouveau gouvernement a choisi d'avancer rapidement, et fort. Les ordonnances travail, mais également les premières mesures fiscales importantes (suppression de l'ISF, flat tax sur les revenus de l'épargne, baisse programmée de l'IS...) sont entrées dans les faits. Les discussions sur la formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage sont enclenchées. Tout n'est pas conforme à nos attentes (CICE, surtaxe temporaire sur les grandes entreprises, prélèvement à la source, etc.), mais nous avons désormais un dialogue serein, constructif et franc avec l'exécutif.

Depuis trop longtemps, notre pays s'était figé dans un immobilisme mortifère. Nos actions depuis quelques années ont contribué à le remettre en mouvement, soyons-en fiers ! Mais restons mobilisés, vigilants et actifs, car il reste beaucoup à faire !

*“RESTONS
MOBILISÉS, VIGILANTS
ET ACTIFS, CAR IL
RESTE BEAUCOUP
À FAIRE !”*

PIERRE GATTAZ

LES MOMENTS FORTS DE **2017**



1

[PAGES 4 À 7]

UN MEDEF AU CŒUR DES DÉBATS ET DES PROGRAMMES

PAGE 5

PRÉSIDENTIELLES 2017 : CONVAINCRE ET DÉBATTRE

PAGE 7

LÉGISLATIVES 2017 : UNE MOBILISATION DANS TOUS LES TERRITOIRES

2

[PAGES 8 À 11]

UN MEDEF QUI ACCOMPAGNE LES RÉFORMES

PAGE 10

FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

PAGE 11

DES RÉFORMES À MENER EN 2018

3

[PAGES 12 À 17]

UN MEDEF À LA CONQUÊTE

PAGE 12

ÉVÉNEMENTS, DÉPLACEMENTS ET PUBLICATIONS

ET **2018 ?**

[PAGE 18]

2017

*"2017
RESTERA,
NOUS
L'ESPÉRONS,
UNE ANNÉE
D'INFLEXION
DURABLE
DANS LA
POLITIQUE
ÉCONOMIQUE
FRANÇAISE"*

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

3

UN MEDEF AU CŒUR DES DÉBATS ET DES PROGRAMMES



Depuis plusieurs années, le MEDEF œuvre sans relâche pour rappeler l'importance de l'entreprise et la nécessité de bâtir un environnement économique, social et sociétal favorable à l'économie.

La période électorale du premier semestre 2017 a été l'occasion de rappeler la nécessité des réformes à mener auprès des différents candidats : à la présidence de la République, aux législatives, aux sénatoriales... Le travail entamé dès 2016 avec Le vrai débat et les livres « doctrines » (« livre blanc » sur une ambition pour la France en Europe, « livre bleu » sur les réformes à mener pour rendre cette ambition crédible) a été décliné en événements et fiches pratiques pour les différents candidats.

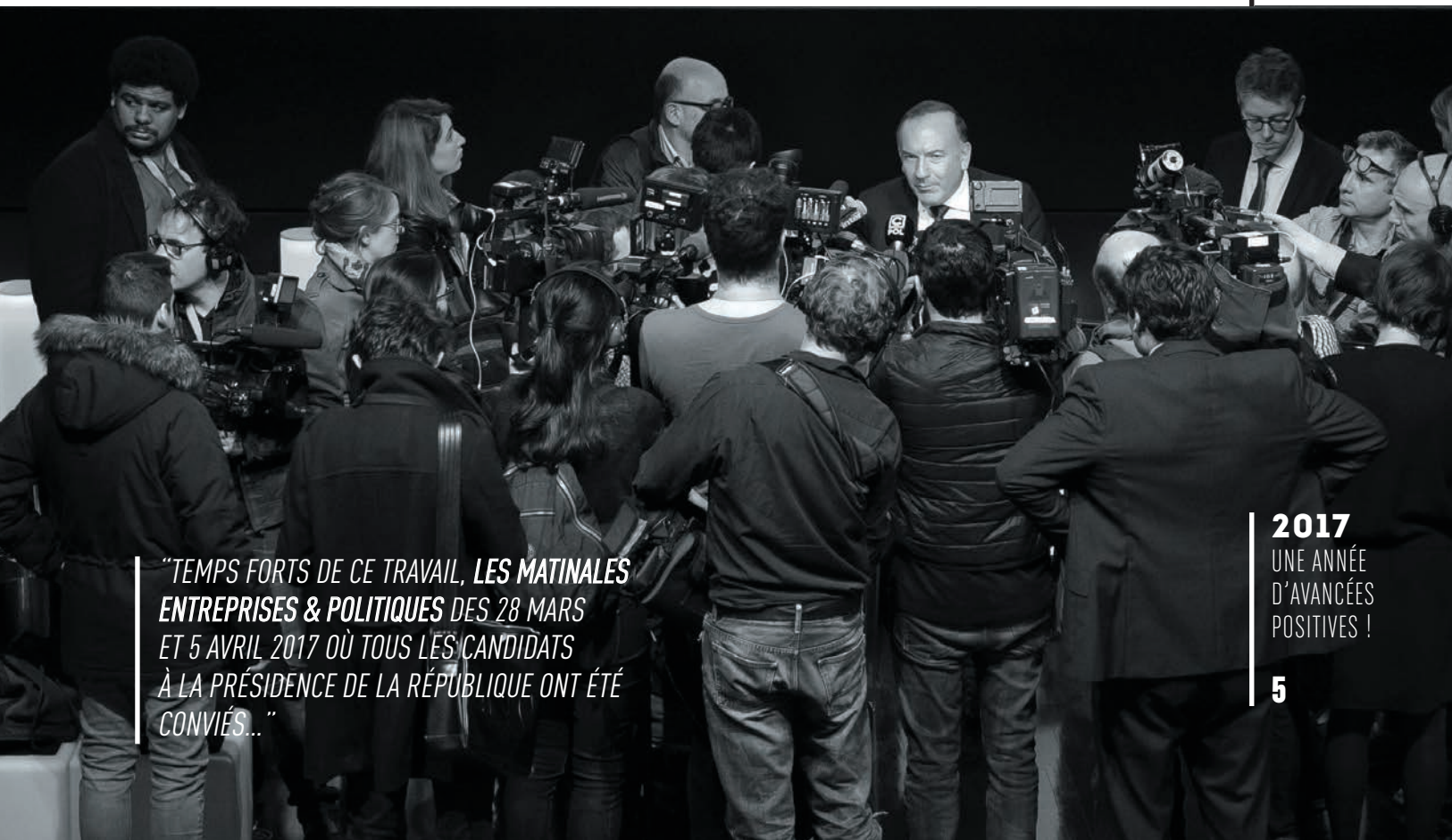
PRÉSIDENTIELLES 2017 **CONVAINCRE ET DÉBATTRE**

Fondés sur une véritable vision de transformation de notre économie et des entreprises, quatre blocs de réforme, à mettre en place rapidement et avec détermination, ont été proposés par le MEDEF : bâtir les compétences de demain, renouveler le modèle social, simplifier et moderniser l'environnement des entreprises et orienter la fiscalité vers la compétitivité. Le MEDEF a aussi proposé de décliner des politiques orientées vers l'avenir : numérique, attractivité, transition écologique, association des salariés à la performance, innovation, Europe, mondialisation...

Fort de ce corpus de propositions pragmatiques, le MEDEF s'est résolument engagé dans le débat des présidentielles : à la fois pour expliquer et convaincre, mais aussi pour contrer les propositions antiéconomiques ou dogmatiques : taxation des robots, revenu universel, fermeture des frontières, sortie de l'euro... Temps forts de ce travail, les Matinales entreprises & politiques des 28 mars et 5 avril 2017 où tous les candidats à la présidence de la République ont été conviés, et qui ont été retransmises en direct.

2017

CONVAINCRE
ET DÉBATTRE



*"TEMPS FORTS DE CE TRAVAIL, LES MATINALES
ENTREPRISES & POLITIQUES DES 28 MARS
ET 5 AVRIL 2017 OÙ TOUS LES CANDIDATS
À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE ONT ÉTÉ
CONVIÉS..."*

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

5



Se sont ainsi succédé sur le plateau de l'Élysées Biarritz : Jacques Cheminade, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, François Fillon, François Asselineau et Nicolas Dupont-Aignan. Pendant une heure, ils ont débattu et échangé avec des chefs d'entreprises, autour de quatre thèmes principaux :

- mondialisation/Europe : place de la France dans le monde, opportunités, croissance, construction européenne, zone euro, respect des engagements européens, développement durable... ;
- éducation/formation : apprentissage, formation continue ;
- sphère sociale : marché du travail, organisation du dialogue social, assurance chômage, retraite... ;
- financement de l'économie : taxation capital/travail, ISF, fiscalité favorisant la prise de risque, baisse des dépenses publiques, prix de l'énergie...



LÉGISLATIVES 2017

UNE MOBILISATION DANS TOUS LES TERRITOIRES

À l'occasion des législatives, le MEDEF a édité une plaquette présentant le programme idéal pour les entreprises décliné en sept mesures d'urgence, quatre grandes réformes structurelles et une méthode. Les MEDEF territoriaux ont alors organisé des réunions, des petits-déjeuners, des rencontres et des speed datings avec les candidats. Élaborés en collaboration avec les MEDEF territoriaux et les fédérations, ces éléments ont finalement été largement repris dans les programmes des candidats à la députation.

Par ailleurs, dès janvier 2017 a été mis en place le projet « un référent pour chaque député », sous la houlette des MEDEF territoriaux. Chef d'entreprise, employeur, en activité et adhérent du MEDEF, ce référent économique s'engage à être le relais territorial privilégié auprès d'un ou plusieurs députés élus. L'objectif n'est pas de faire de la politique partisane, mais de permettre aux représentants du peuple d'avoir un interlocuteur qui saura leur parler des relations de travail, des contraintes légales, mais aussi de son espoir dans l'entreprise de demain. Ce réseau continue à croître chaque semaine.



2017

CONVAINCRE
ET DÉBATTRE

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

UN MEDEF QUI ACCOMPAGNE LES RÉFORMES



L'élection d'un nouveau président de la République, jeune, connaissant l'entreprise et volontaire dans les réformes pragmatiques à mener, est une bonne nouvelle. La majorité stable et confortable dont il bénéficie à l'Assemblée nationale est également un gage d'efficacité.

Le MEDEF a donc œuvré, dès les élections terminées, pour accompagner le gouvernement dans sa volonté de réformes rapides, tout en gardant sa capacité de critique et d'alerte. Si tout n'est pas parfait, force est de constater que plusieurs réformes importantes ont été mises en œuvre.

Ainsi, depuis des années, le MEDEF pointe régulièrement et inlassablement la rigidité de notre Code du travail et le niveau élevé de notre fiscalité, responsables de la perte de compétitivité de nos entreprises et du décrochage de notre économie. Cette persévérance a porté ses fruits. La réforme du Code du travail et la loi de finances 2018 redonnent aux entreprises françaises les conditions pour se développer et être compétitives, ainsi que la souplesse nécessaire pour s'adapter à l'évolution et aux transformations de l'économie et des marchés.

La réforme du Code du travail marque une rupture profonde en modernisant le système des relations au travail et en donnant aux entreprises les possibilités de s'adapter plus simplement. Le chef d'entreprise a désormais la possibilité de sécuriser l'embauche et de maîtriser les risques de licenciement : les dommages et intérêts aux prud'hommes en cas de licenciement abusif sont plafonnés, le délai de recours après un licenciement est raccourci et la lettre de licenciement est simplifiée afin d'éviter les vices de forme. La création de la rupture conventionnelle collective, qui sécurise les plans de départs volontaires, permet également aux entreprises de pouvoir évoluer et proposer des conditions de départ aux salariés volontaires. Enfin, la création d'un contrat de chantier, dont le terme est calé sur la fin du projet concerné, permet aux entreprises de s'adapter à leurs marchés. Autre avancée majeure : la limitation du périmètre d'appréciation des difficultés économiques de l'entreprise pour juger de la pertinence d'un plan social. Jusqu'ici la situation financière des entreprises était appréciée au niveau mondial ; désormais elle sera évaluée sur le plan national.

Dans le même souci d'efficacité, le dialogue social, moteur indispensable de la marche de l'entreprise, est lui aussi simplifié et dynamisé. En l'absence de syndicats, il est possible de négocier des accords majoritaires avec les représentants du personnel dans les entreprises de moins de 50 salariés. C'est la principale avancée de cette réforme qui met au cœur du dialogue dans l'entreprise les représentants élus des salariés, syndiqués ou non. Dans les entreprises de moins de 20 salariés, l'employeur a la possibi-

lé d'organiser une consultation des salariés sous la forme d'un référendum simplifié. La fusion, dans les entreprises de plus de 50 salariés, des instances de représentation du personnel – délégués du personnel, comité d'entreprise et CHSCT – au sein d'un comité social et économique permet au chef d'entreprise et aux représentants des salariés de développer un dialogue à partir d'une vision globale du fonctionnement de l'entreprise et de dégager des pistes d'amélioration dans le cadre d'une stratégie cohérente. En replaçant le dialogue social au plus près de l'entreprise, ces mesures permettent d'adapter l'organisation du travail à l'activité de l'entreprise en toute sérénité avec une véritable implication des salariés.

"LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL ET LA LOI DE FINANCES 2018 REDONNENT AUX ENTREPRISES FRANÇAISES LES CONDITIONS POUR SE DÉVELOPPER ET ÊTRE COMPÉTITIVES"

La clarification des domaines de la loi, de la branche et de l'entreprise obéit au même principe d'autonomie en donnant au chef d'entreprise une marge appréciable de manœuvre. Un exemple : les primes, qui relevaient jusqu'à présent des branches, peuvent être discutées et fixées dans les entreprises. À noter également que le comité social et économique devra désormais s'acquitter d'une bonne partie des frais des expertises auxquelles il a recours, alors que jusqu'à présent ces frais étaient à la seule charge de l'employeur.

LE BUDGET 2018 s'inscrit dans la même volonté cohérente de redresser notre économie et de rendre la France plus attractive. C'est une étape essentielle dans l'indispensable transformation de notre pays face à la révolution économique et technologique en cours, d'une ampleur sans précédent.

Si l'on veut tirer parti de cette révolution technologique, il faut investir et donc drainer l'épargne vers les entreprises. C'est le sens de la réforme de la fiscalité du capital. Désormais, les revenus du capital, par exemple les plus-values dégagées lors de la revente, jusqu'ici soumis au barème de l'impôt sur le revenu, sont taxés à un taux unique de 30 % *via* le nouveau Prélèvement forfaitaire unique (PFU). L'allègement de la taxation du capital passe aussi par la suppression de l'ISF et son remplacement par un impôt sur la seule fortune immobilière (IFI). Ces baisses sur la fiscalité du capital n'auront pas un effet immédiat, mais elles inciteront à investir et à créer des activités en France, un signal bienvenu dans le contexte du Brexit. De même, la trajectoire pluriannuelle de baisse du taux de l'impôt sur les sociétés est un signal fort pour remettre la France en phase avec les autres pays européens. Il est toutefois regrettable que le maintien d'un impôt sur la fortune immobilière ne reconnaisse pas l'immobilier comme une activité économique majeure.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Ces réformes, si elles constituent un véritable changement de philosophie, de culture et d'orientation, ne permettront toutefois pas à notre pays de bénéficier pleinement du redémarrage de la croissance en raison d'un problème majeur : une pénurie de compétences alors même que notre taux de chômage se maintient à un niveau élevé et que la confiance retrouvée des chefs d'entreprise est génératrice d'embauches. Construire une croissance riche en emplois, c'est tout l'enjeu de **la réforme en cours de la formation professionnelle, qui comprend celle de l'apprentissage et de l'assurance-chômage**. Le dénominateur commun de ces réformes doit être la formation. La formation des jeunes aux métiers demandés *via* notamment l'apprentissage, qui doit être réhabilité, la formation des salariés afin qu'ils puissent développer leur employabilité au rythme des évolutions technologiques et la formation des demandeurs d'emploi aux compétences reconues et utiles afin qu'ils puissent retrouver un emploi durable. C'est dans cet esprit que nous préconisons l'idée, reprise par le gouvernement, de transférer aux branches professionnelles le pilotage de l'apprentissage et de renforcer l'incitation à la reprise d'emploi, ce qui implique de contrôler et suivre les demandeurs d'emploi afin de mieux les accompagner. Cette réforme doit aboutir à un système rénové permettant aux entrepreneurs de trouver plus facilement les talents dont ils ont besoin pour se développer.



*“CONSTRUIRE UNE CROISSANCE RICHE
EN EMPLOIS, C’EST TOUT L’ENJEU
DE LA RÉFORME EN COURS
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE”*

DES RÉFORMES À MENER EN 2018

Beaucoup de choses ont été faites ces derniers mois, mais il reste beaucoup à faire si nous voulons retrouver une croissance solide et durable. La baisse des charges sur le coût du travail doit être poursuivie. De même, le poids des taxes sur les facteurs de production reste entier. Ces chantiers supposent une politique ambitieuse de réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire. Le MEDEF continue, et continuera, de plaider en ce sens. Les perspectives de croissance et la confiance retrouvée des chefs d’entreprise et des Français en général – 59 % d’entre eux se disent optimistes pour 2018 – sont de véritables points d’appui pour ouvrir et faire avancer ces chantiers. Il en va du développement des entreprises et de la baisse du chômage : sans baisse de charges, pas de marges suffisantes pour investir, et sans investissements pas de création d’emploi.

La future loi sur la croissance et la transformation des entreprises retient aussi toute notre attention. Nous avons rendu publiques 120 propositions en ce sens. Nous jugeons notamment pertinent d’ouvrir une réflexion sur les relations des entreprises avec leurs parties prenantes, et sur une meilleure association des salariés à la performance de l’entreprise. En revanche, une modification législative de l’objet social de l’entreprise ne nous paraît pas être le bon outil. L’entreprise doit désormais revendiquer sa fonction sociale et sociétale, mais le souhait du gouvernement d’en passer par la loi serait inefficace, contre-productif et en contradiction avec la politique menée ces derniers mois.

2017

ACCOMPAGNER
LES RÉFORMES

2017
UNE ANNÉE
D’AVANCÉES
POSITIVES !

11

UN MEDEF À LA CONQUÊTE



2017 a été marquée par de nombreux événements attestant l'engagement du MEDEF autour des grandes priorités de notre économie : l'apprentissage et la formation, la numérisation de l'économie, la lutte contre le réchauffement climatique, l'Afrique... Un engagement également pour l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et pour l'esprit d'entreprise.

3 AU 6 JANVIER

LE MEDEF PROMeut L'ÉCOSYSTÈME ET LES ATOUTS FRANÇAIS AU CES DE LAS VEGAS

Pour la quatrième année consécutive, le MEDEF est allé soutenir nos start-up au Consumer Electronics Show où la France occupe désormais une place de choix. En 2017, notre pays était la troisième nation en nombre d'entreprises exposantes, juste derrière les États-Unis et la Chine. La délégation, conduite par Pierre Gattaz, s'est rendue dans la Silicon Valley les 3 et 4 janvier avant de visiter le CES les 5 et 6 janvier. Elle était accompagnée d'une délégation de la Fédération française de l'assurance et d'une délégation des Entrepreneurs et dirigeants chrétiens. Le point d'orgue de cette mobilisation a été la soirée France, organisée en partenariat avec l'Alliance française des industries du numérique (Afnun), le 5 janvier à l'Hôtel Paris. Cette soirée a réuni les start-up et entreprises françaises, les représentants des Régions et les personnalités politiques françaises présentes au salon.





12-14 JANVIER

SOMMET AFRIQUE-FRANCE AU MALI

Pierre Gattaz a conduit à Bamako une importante délégation de 70 entreprises françaises afin de participer au Forum économique, co-organisé avec le patronat du Mali (CNPM), en marge du 27^e sommet Afrique-France, qui a réuni, les 13 et 14 janvier 2017, une quarantaine de chefs d'État dans la capitale malienne. L'occasion de montrer que l'Afrique est devenue pour le MEDEF une immense priorité.

9-11 MARS

FINALE NATIONALE WORLDSKILLS À BORDEAUX

Bordeaux a reçu les 44^e finales nationales des Olympiades des métiers : trois jours de compétition pour 630 jeunes autour de 51 métiers différents. Pierre Gattaz, président du MEDEF, était bien sûr présent pour soutenir cette compétition importante, tout comme Emmanuel Macron, alors candidat à la présidence de la République.

15 ET 16 MARS

UNIVERSITÉ DU NUMÉRIQUE « LA DATA DANS TOUS SES ÉTATS »

Convaincu que la transformation numérique représente un bouleversement majeur pour toutes les entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, le MEDEF lui dédie chaque année depuis trois ans un grand rendez-vous au mois de mars afin de mieux sensibiliser et accompagner les entreprises françaises, en particulier les TPE et PME. L'Université du numérique permet également de dresser un état des lieux de la transformation numérique des entreprises françaises, secteur par secteur, et de valoriser les atouts de notre pays dans ce domaine. Le thème choisi pour cette édition 2017 était « La data dans tous ses états ! ». Un thème qui a permis de montrer en quoi la donnée collectée, générée ou produite par l'entreprise devient un formidable levier de création de valeur. La prochaine édition de l'Unum aura lieu les 21 et 22 mars 2018 sur le thème « Révolution numérique : comment relever le défi des compétences ? ».

2017

CONQUÉRIR

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

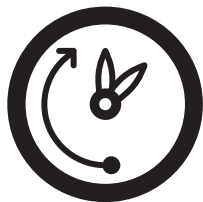
13



JUILLET

BEAU TRAVAIL A REPRIS LE CHEMIN DU TOUR DE FRANCE

Dans le cadre du programme Beau Travail, lancé en 2014 pour promouvoir les formations en alternance autour des métiers en tension, le MEDEF a repris le chemin du Tour de France. Cela a permis à des centaines de jeunes apprentis de faire la démonstration de leur créativité et de leur savoir-faire grâce à un grand concours organisé dans chaque région. Les jeunes alternants ont pu réaliser leur vélo du futur à partir des matériaux et des techniques de leur spécialité. Des vélos étaient présentés chaque jour dans le village départ. Une nouvelle façon de montrer que l'apprentissage est synonyme d'excellence, et qu'il mène à des métiers passionnants et épanouissants.



3

29 ET 30 AOÛT

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ « CONFIANCE ET CROISSANCE-L'AVENIR C'EST LA FRANCE »

Un vent d'optimisme et de bonne humeur a soufflé sur la 19^e édition de l'Université d'été qui s'est tenue les 29 et 30 août dernier sur le campus HEC de Jouy-en-Josas et qui a connu une affluence record avec plus de 7 000 participants. Un signe de confiance retrouvée face aux nouvelles orientations économiques et politiques prises par notre pays. Pendant deux jours, plus de 150 intervenants français et étrangers, parmi lesquels 11 membres du gouvernement, ont dit leur confiance en l'avenir et en la France face aux grandes mutations actuelles du monde. Dans cet univers de ruptures, il appartient en effet aux entreprises de transformer les incertitudes en avantages concurrentiels, de faire de la pédagogie et de mettre en place les garde-fous qui permettront de rendre la mondialisation acceptable et profitable à tous. La prochaine édition de l'Université d'été aura lieu les 28 et 29 août prochain. L'Université d'été du MEDEF fêtera à cette occasion son vingtième anniversaire.



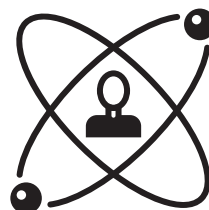
OCTOBRE

LANCEMENT DE MAI – MEDEF ACCÉLÉRATEUR D'INVESTISSEMENT

En octobre dernier, le MEDEF a lancé, en collaboration avec les représentants des institutions financières (BEI-FEI, FBF, FFA, AFG et Afic), MEDEF accélérateur d'investissement (MAI), une plateforme dont l'objectif est de rapprocher les PME des financements adaptés à leurs besoins de croissance. Elle vise les PME solvables – chiffre d'affaires de 1 million à 100 millions d'euros – et propose de les aider à trouver un financement de longue durée auprès de fonds d'investissement. L'objectif de MAI est d'être à l'origine de 500 millions euros de financement pour 500 entreprises par an.

LES DÉTERMINÉS : TROIS NOUVELLES PROMOTIONS EN 2017

En 2017, pour la première fois, l'association Les Déterminés a formé deux promotions de futurs jeunes entrepreneurs en province, à Lyon et à Nancy. Ces deux nouvelles promotions s'ajoutent à la cinquième promotion francilienne d'avril dernier. Au total, depuis son lancement en 2015 par le MEDEF et Agir pour réussir, l'association Les Déterminés a formé gratuitement 98 futurs jeunes entrepreneurs, âgés de 18 à 35 ans, issus des quartiers sensibles.



15 AU 18 OCTOBRE

LE MEDEF SOUTIEN LES JEUNES CHAMPIONS FRANÇAIS DE LA WORLDSKILLS COMPETITION À ABU DHABI

La WorldSkills Competition, organisée tous les deux ans par l'association WorldSkills International, a eu lieu à Abu Dhabi du 15 au 18 octobre dernier. Elle s'est soldée par un excellent résultat pour l'équipe de France des métiers avec un total de 12 médailles, dont 5 médailles d'or. Le MEDEF était sur place pour soutenir tous nos jeunes talents qui ont, une fois de plus, fait la démonstration de l'excellence française. Tous les jeunes champions vont très prochainement être reçus avenue Bosquet. L'apprentissage souffre encore trop souvent en France d'une mauvaise image. L'ambition du MEDEF est de faire en sorte que tous – jeunes, enseignants et parents – prennent conscience que c'est au contraire une voie d'excellence.

2017

CONQUÉRIR

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

15



11 DÉCEMBRE

FRENCH BUSINESS CLIMATE PLEDGE-LES ENTREPRISES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

À la veille du One Planet Summit, organisé par le président de la République le 12 décembre dernier, 91 entreprises françaises de toutes tailles et de tous secteurs, réunies au MEDEF autour de Nicolas Hulot, ont annoncé la signature d'un engagement commun en faveur du climat, le French Business Climate Pledge. Ces entreprises ont annoncé qu'elles allaient renforcer leurs engagements pour les trois années à venir. Elles représentent au total 6 millions d'emplois et un périmètre mondial de 1 500 milliards de chiffre d'affaires ou produits nets bancaires. Ce sont plus de 320 milliards d'euros en financement, recherche et développement, et innovation qui seront engagés de 2016 à 2020 pour passer à une société bas carbone. Avec ce nouvel engagement, le secteur privé démontre que le défi de la transition écologique est passé au stade du financement et de la mise en œuvre concrète.

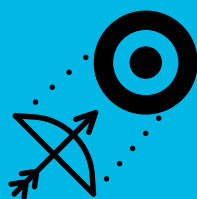
3

20 DÉCEMBRE 2017

LA MISSION DIGITAL DISRUPTION LAB TIRE SES CONCLUSIONS

Depuis mars 2016, la mission Digital Disruption Lab a pour objectif, en s'inspirant des écosystèmes étrangers, d'accompagner au mieux nos entreprises et de faire de la France la Silicon Valley de l'Europe. Confiée à Olivier Midière, ambassadeur du MEDEF pour le numérique, cette mission s'est rendue dans 22 pays (Estonie, Israël, États-Unis, Singapour, Suède, Finlande, Canada, Japon, Corée du Sud, Chine, Allemagne, Royaume-Uni, Lituanie, Jordanie, Mexique, Afrique du Sud, Hong Kong, Maroc, Philippines, Argentine, Colombie, Kenya) afin d'initier des partenariats avec les écosystèmes étrangers, de concevoir et réaliser des opérations de communication et de sensibilisation en France, et de concevoir des programmes pédagogiques, ou *learning expeditions*, autour de ces écosystèmes. Après 180 jours de mission au cours desquels plus de 700 acteurs ont été interviewés, la mission a tiré son bilan final le 21 décembre dernier. Un bilan qui montre que, bien que leurs écosystèmes soient matures, l'Europe et la France ont encore des marges de progression pour devenir des smart nations à part entière.





DES DÉPLACEMENTS NOMBREUX À L'ÉTRANGER ET DANS LES TERRITOIRES

En 2017, Pierre Gattaz a conduit plusieurs délégations d'entreprises à l'étranger. En plus de s'être rendu aux États-Unis pour le CES et à Bamako pour le sommet Afrique-France, Pierre Gattaz a notamment conduit une délégation en Indonésie, en Malaisie et à Singapour en février dernier, ainsi qu'une délégation en Inde, à New Dehli, Mumbai et Bangalore en septembre. En mars prochain, il se rendra au Kenya et en Ethiopie. Il a également multiplié les déplacements en Europe : Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Estonie, Belgique... pour aller à la rencontre de ses homologues européens et porter la voix des entreprises françaises. Au niveau national, Pierre Gattaz a visité, en 2017, 28 MEDEF territoriaux, lors d'une vingtaine de déplacements, pour partager avec les entrepreneurs de terrain les propositions de réformes préconisées par le MEDEF.

UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LES FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES

Pierre Gattaz a participé à 26 événements organisés par les fédérations professionnelles, parmi lesquels le Salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE) de Paris-Le Bourget organisé par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas), le congrès du gaz organisé par l'Association française du gaz (Afgaz), le congrès mondial World Federation of Direct Selling Associations (WFDSA 2017) organisé par la Fédération de la vente directe (FVD) ou, plus récemment, le grand zapping annuel du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa) qui a rejoint le MEDEF en 2017.

DES PUBLICATIONS POUR FAIRE DE LA PÉDAGOGIE

En 2017, le MEDEF a publié de très nombreuses publications et guides pratiques sur des sujets ayant trait à la vie quotidienne des entreprises.

À noter la dernière édition de Cartes sur table, *Des faits pour des actes*, qui dresse le diagnostic de la situation économique et sociale française et la compare à celle de nos principaux partenaires et concurrents.

À noter également la publication de trois numéros du magazine *France 2020* : « Ensemble, bougeons la France ! », « L'avenir c'est l'Europe ! » et « Tous apprentis ! ».

2017

CONQUÉRIR

2017
UNE ANNÉE
D'AVANCÉES
POSITIVES !

17

ET 2018 ?

2018 est une année importante pour le MEDEF. D'abord, parce qu'elle va être une année où les réformes vont se poursuivre et où nous devons continuer à travailler avec force et détermination pour faire progresser nos idées : concrétisation des réformes sur l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage ; plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises ; loi de programmation sur l'énergie ; concertation sur une réforme ambitieuse des retraites ; relance de la construction européenne... les sujets ne manquent pas.

Mais 2018 sera également une année d'élection pour le MEDEF puisqu'une nouvelle présidente ou un nouveau président sera élu. Cela va être l'occasion de débattre en interne sur le rôle et la place du MEDEF, sa gouvernance, son ambition. Alors que la France a changé, que l'ambiance politique est moins hostile, ce débat paraît clé pour notre avenir. Profitons-en pour échanger sereinement sur le fond, sur notre gouvernance, la place des fédérations professionnelles et des territoires, nos actions collectives, notre rôle dans la société... Là aussi, les sujets ne manquent pas, et la période qui s'annonce va être passionnante et importante. Alors, débattons, échangeons et remettons-nous en ordre de marche pour aider notre pays à accélérer sur la voie de la croissance, de l'emploi et d'une ambition commune !

CRÉATION / CONCEPTION : CITHEA STRATÉGIES
WWW.CITHEACOMMUNICATION.FR

CRÉDIT PHOTOS : © MEDEF / DR / ISTOCK.COM / FOTOLIA.FR

DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2018
ISBN : 978-2-86658-215-9
TOUS DROITS RÉSERVÉS



MEDEF

55 AVENUE BOSQUET, 75007 PARIS

WWW.MEDEF.COM